

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Nécrologie : l'ancien ministre Paul Ndong Nguema s'en est allé

CE natif de Bifoun, dans le département de l'Abanga-Bigné, s'est éteint le samedi 11 avril dernier à Paris (France). L'homme a occupé plusieurs hautes fonctions au Gabon.

A. NTOUTOUME
Libreville/Gabon

LE monde politique gabonais vient à nouveau d'être frappé par un deuil. En effet, l'ancien membre du gouvernement et ancien parlementaire Paul Ndong Nguema est décédé le 11 avril dernier à Paris en France. Plongeant ainsi sa famille biologique et ses amis politiques dans la tristesse. Le regretté naît le 31 décembre 1948 à Ndjolé, chef-lieu du département de

l'Abanga-Bigné, dans la province du Moyen-Ogooué. Il y débute d'ailleurs ses études primaires et secondaires, avant de les poursuivre à Libreville. Bac en poche, Paul Ndong Nguema s'envole pour Lille (France) où il s'inscrit à la faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales.

Après ses études universitaires, il est admis à l'École nationale des Douanes de Neuilly, toujours en France, d'où il sort inspecteur central des Douanes. C'est d'ailleurs au sein de ce corps paramilitaire qu'il a effectué l'essentiel de sa carrière administrative, couronnée par le poste de directeur général adjoint des Douanes et Droits indirects. Sur le plan politique, on notera que Paul Ndong Nguema a été élu deux fois député du 2e siège de

l'Abanga-Bigné, en 2006 puis en 2011. Fait rare, il aura été le seul, à ce jour, à avoir obtenu deux mandats successifs sur ce siège réputé frondeur. Preuve que celui qui y défendait les couleurs du Parti démocratique gabonais (PDG) au pouvoir, y avait une certaine aura.

C'est sans doute fort de tout cela que Ndong Nguema a été promu au gouvernement, en janvier 2011, en qualité de ministre de la Communication et de l'Économie numérique. Malheureusement son expérience au gouvernement ne durera pas très longtemps... Paul Ndong Nguema était également détenteur de plusieurs distinctions honorifiques dont la Médaille de l'Ordre d'Officier de l'Étoile Équatoriale. Marié, l'homme était père d'une nombreuse famille.



Photo: BANDOMA

L'ancien ministre Paul Ndong Nguema a été élu député du 2e siège de l'Abanga-Bigné à deux reprises.

Armée de terre : le colonel Adolphe Yonghan prend ses fonctions

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

C'EST dans la sobriété – en raison du coronavirus se propageant désormais de façon communautaire au Gabon –, que s'est déroulée, mercredi dernier, à l'état-major de l'Armée de terre sis au bord de mer, la cérémonie d'installation de son nouveau patron, le colonel Adolphe Yonghan. Cérémonie de passation de charges présidée par le chef d'état-major général des Forces armées (CMG-FA), le général de brigade Yves Ditengou.

Ainsi, face au CMFGA et une assistance strictement composée des autres chefs de corps et quelques officiers supérieurs militaires, le tout dans le strict respect de la distanciation sociale, le colonel Adolphe Yonghan a pris possession de "ses troupes". Il succède à ce poste

au général de brigade Jean-Bedel Boucka.

Pour rappel, Adolphe Yonghan a été incorporé le 02 octobre 1991 avant d'être admis, un an plus tard, à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr où il a obtenu, en 1994, l'Application infanterie. Dans la même foulée, il a obtenu plusieurs diplômes militaires. Le dernier étant celui de l'École de guerre en 2011. Entre-temps, en 2003, il a exercé en qualité d'Officier adjoint du Prytanée militaire de Libreville. Par la suite, Adolphe Yonghan a gravi les échelons au point d'être nommé, en 2012, commandant du 1er Régiment parachutiste. Le décret présidentiel du 03 avril dernier fait désormais de lui le nouveau chef d'état-major de l'Armée de terre. Le colonel Adolphe Yonghan a obtenu plusieurs distinctions honorifiques. Il est marié et père de six enfants.

Covid-19 : le RPM attend impatientement le dépistage de masse

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LES récentes mesures économiques et sociales inhérentes à la lutte contre le coronavirus sur le territoire gabonais, rendues publiques par le chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale, et ses ministres, le 10 avril dernier, suscitent des réserves et autres doutes du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM).

La dernière réunion hebdomadaire de son Conseil exécutif s'est focalisée sur lesdites mesures gouvernementales. Le président de cette formation politique, Alexandre Barro Chambrier, et les siens estiment que la panoplie de mesures annoncées sont d'emblée "vouées à l'échec", car décrétées à la hâte. Avec une pandémie, désormais au stade de contamination communautaire, marquée par 80 cas (au moment où sont couchées ces lignes),

le RPM s'étonne du fait que le dépistage de masse tarde à être effectif. "En effet, l'annonce faite par Ali Bongo Ondimba portait sur un dépistage de masse, autrement dit des tests systématiques de la population pour connaître la situation épidémiologique du plus grand nombre. Or, en nous orientant vers un confinement total du Grand Libreville, on retarde d'autant ce dépistage tel qu'annoncé qui ne peut se réaliser que dans un cadre plus ou moins ouvert", pense le RPM.

Le même communiqué d'indiquer : "Dans le même temps, le gouvernement dresse une liste des cas ciblés par le dépistage. À quel moment interviendra donc le dépistage de masse ? Pour le RPM, la solution réside dans le port généralisé du masque, dans la mise en place et l'accélération d'un véritable plan de dépistage dont les modalités devraient être mieux précisées et des moyens conséquents de mise en œuvre



Photo: Adjai Ntoutoume

Le porte-parole du RPM, Alain Michel Mombo, a comme à l'accoutumée livré la vision de sa formation politique sur l'actualité du moment.

dégagés". Précisons que les autorités via le Copil imposent désormais le port du masque dans les espaces publics. Par contre, le dépistage de masse n'a pas encore débuté. D'où les interrogations du RPM. Cependant, il estime que le dépistage de masse pourra sérieusement contribuer à la maîtrise de la pandémie au Gabon.